



La revue pour l'histoire du CNRS

22 | 2008

La géopolitique mode d'emploi

La géopolitique, témoin d'un siècle

Philippe Moreau Defarges



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/8132>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.8132

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 3 octobre 2008

ISBN : 978-2-271-06676-3

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Philippe Moreau Defarges, « La géopolitique, témoin d'un siècle », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 22 | 2008, mis en ligne le 03 octobre 2010, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/8132> ; DOI : 10.4000/histoire-cnrs.8132

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Comité pour l'histoire du CNRS

La géopolitique, témoin d'un siècle

Philippe Moreau Defarges

- 1 Le moteur fondamental des conflits du XX^e siècle semble être l'idéologie : des années 1920 à 1945, affrontements entre démocraties libérales, fascismes et communisme soviétique ; de 1917 à 1991, combat à mort entre Occident capitaliste et libéral et Union soviétique ; depuis les années 1990, combat virulent toujours entre l'Occident – vainqueur de la guerre froide – et les islamismes. En même temps, ces conflits ont pour enjeux les espaces terrestres et leurs populations, partagés entre des États souverains et inégaux en puissance. Les États, tout en étant manipulés par des forces historiques qui les dépassent, demeurent les entités géopolitiques centrales, disposant d'atouts uniques : contrôle officiel exclusif d'un territoire et de sa population ; maîtrise de la police et de la défense à l'intérieur de ce territoire ; formation avec les autres États d'une société soudée par d'innombrables pactes et codes, et laissant à ces États le droit de recourir à la guerre si nécessaire. Alors, dans tous ces conflits, quel est le facteur premier ? Sont-ce les idées, les constructions idéologiques, les États n'étant que des instruments (l'URSS plate-forme du marxisme-léninisme, les États-Unis tremplin de la démocratie capitaliste) ? Ou, à l'inverse, ces idéologies ne sont-elles que des ruses de la géopolitique, celle-ci se masquant sous un discours pseudo-philosophique et pouvant ainsi rallier – ou soumettre – tous les hommes ?
- 2 La géopolitique incarne cette problématique. Pour la géopolitique, ce qui importe, ce sont les « réalités » (données géographiques, historiques, territoires, populations, ressources...) et les rapports de force qu'elles cristallisent. Au tournant des XIX^e-XX^e siècles, en plein âge positiviste, Européens et Américains étant convaincus de pouvoir tout comprendre et tout dominer, la géopolitique est posée par ses fondateurs comme la « science » qui expliquera la politique par les interactions entre les hommes et les réalités géographiques. D'emblée cette « science », loin d'être indépendante, est prise dans les jeux du pouvoir et de la puissance. Le champ même de la géopolitique – l'inscription dans l'espace des pouvoirs (États, empires...), les dynamiques provoquant l'accroissement ou le déclin de ces pouvoirs – fait que les analyses géopolitiques sont des enjeux de pouvoir. Les plus célèbres géopoliticiens – l'amiral américain Alfred T. Mahan (1840-1914), le

géographe français Paul Vidal de la Blache (1845-1918), le Britannique Halford J. Mackinder (1861-1947), l'Allemand Karl Haushofer (1869-1946)... sont des intellectuels engagés ; leur pensée non seulement est modelée par le climat de l'époque (darwinisme social, selon lequel s'opère entre les peuples –comme entre les espèces –, une sélection par la lutte) mais aussi propose des politiques.

- 3 Trois expériences historiques – Allemagne hitlérienne, Union soviétique, États-Unis –, fournissent autant d'éclairages du rôle variable de la géopolitique, ainsi que l'évolution de son positionnement. Dans ces exemples, la géopolitique érigée en savoir absolu se transforme en piège mais elle reste une clé incontournable. Sacralisez la géopolitique, elle rend fous ses fidèles ! Chassez la géopolitique, elle revient au galop !
- 4 L'Allemagne des années 1871-1945 est l'une des grandes terres d'épanouissement de la géopolitique. Dès son unification en 1871, l'Allemagne étouffe dans ses frontières, souffre d'être en marge des immensités océaniques et d'arriver très tard dans le partage des dépouilles coloniales. Pour les élites allemandes, frustrées tant par l'hégémonie maritime de l'Angleterre que par l'émergence spectaculaire des jeunes États-Unis, leur pays n'a pas la place qu'il mérite ; il doit obtenir son espace vital (*Lebensraum*). La géopolitique allemande s'édifie pour répondre à une question : dans un monde voué à être constitué de vastes ensembles de type impérial (Empire britannique, Amériques sous la direction des États-Unis...), quelle part pour l'Allemagne ? Cette part doit être considérable : l'Allemagne, peu ou mal dotée en ressources naturelles (à l'exception du charbon), veut être autosuffisante, produire sous son contrôle total tout ce dont elle a besoin.
- 5 Cette vision est portée à l'incandescence par l'histoire : défaite de 1918, conviction que l'Allemagne a été trahie (« le coup de poignard dans le dos »), « diktat » de Versailles ; puis, dans les années 1930, effondrement du système international d'échanges étrange notamment l'économie allemande. L'Allemagne hitlérienne (1933-1945) fusionne idéologie et géopolitique. L'édification de l'Allemagne en une forteresse continentale, fanatique, national-socialiste, ne se dissocie pas de la conquête d'un espace vital à l'Est (Pologne et, surtout, au-delà, Union soviétique), repoussant et anéantissant les peuples qui habitent ces zones. Le dessein géopolitique ne se sépare pas de la vision darwiniste sociale, pour laquelle, seuls les plus forts doivent et peuvent survivre par la guerre. Comme le conclut cyniquement Hitler sous les bombardements de la seconde guerre mondiale, « si le peuple allemand n'est pas capable de vaincre, il ne mérite pas de vivre ». Mais cette géopolitique hitlérienne commet deux erreurs de taille.
 - *Le facteur humain*. Pour l'Allemagne hitlérienne, les non Allemands (Juifs, métèques, nègres...) ne sont que des « sous-hommes » bons à être exploités jusqu'à épuisement. Mais ces « sous-hommes » réagissent. Le plus souvent ils obéissent mais certains survivent, rusent, se rebellent, fuient, se cachent. Il est toujours hasardeux de mépriser le « matériau » humain.
 - *La configuration mondiale de la puissance*. Hitler, conscient de la formidable force américaine, sait qu'il doit établir son empire continental, de l'Atlantique à l'Oural, avant que les États-Unis ne se réveillent et ne frappent. La « fenêtre d'opportunité » est étroite (1938-1942). Or, en 1941, l'armée allemande s'enlise en Union soviétique et la puissance américaine se révèle d'une extraordinaire efficacité, à la fois équipant la Grande Alliance (Royaume-Uni, Union soviétique) et combattant avec succès sur deux fronts (Atlantique, Pacifique).
- 6 La géopolitique hitlérienne est finalement archaïque. La mobilisation des hommes se fait par le fouet et le fusil. L'empire continental, s'il s'était concrétisé, aurait-il été autosuffisant ? L'Union soviétique, durant ses soixante-quatorze ans d'existence, ne

parvient à conserver une autosuffisance relative que parce que son économie demeure pauvre et rustique, consommant essentiellement des « commodités » : charbon, ciment...

- 7 À l'aube des années 1920, à la suite de la révolution d'octobre 1917, l'Union soviétique est créée comme « la patrie du socialisme ». Elle est conçue comme le premier laboratoire de l'utopie marxiste-léniniste vouée à rallier toute l'humanité (en 1918-1919, l'Allemagne est le prochain domino appelé à tomber). Dès 1920, la dynamique révolutionnaire est bloquée notamment en Pologne.
- 8 Le communisme s'édifiera provisoirement (?) dans un seul pays. Le communisme est mis au service de ce qui est en fait le nouvel empire russe, les tsars orthodoxes étant remplacés par les secrétaires généraux du Parti communiste soviétique. Être communiste, c'est défendre aveuglément, jusqu'à la mort, l'URSS. Avec l'Internationale communiste, l'URSS se dote d'un instrument à ses ordres, capable de provoquer toutes sortes de déstabilisations en Europe mais aussi dans les zones colonisées. L'idéologie communiste se trouve subordonnée à la géopolitique soviétique, à la survie et à la puissance de l'URSS. En août 1939, le mouvement communiste doit louer Staline de l'alliance nouée avec l'ennemi nazi (pacte germano-soviétique)... De même les communistes ne s'engagent-ils pleinement dans le combat contre l'Allemagne hitlérienne qu'en juin 1941, avec le déferlement de l'armée allemande sur l'URSS.
- 9 En 1945, l'écrasement de l'Allemagne est récompensé par la formation d'un espace impérial soviétique (Europe orientale). La révolution mondiale est une perspective de plus en plus lointaine. La priorité est d'assurer la gloire de l'URSS. Celle-ci, endiguée, contenue par les États-Unis et leurs alliés, est une forteresse assiégée, cherchant à briser son encerclement par tous les moyens : mobilisation des partis communistes contre l'impérialisme américain, pactes avec des États du tiers-monde, développement d'une flotte circulant dans les mers chaudes. Grâce au marxisme-léninisme, la Russie n'est plus un géant boiteux, « la puissance pauvre » (Georges Sokoloff) ; la Russie se métamorphose en une alternative au capitalisme occidental, à égalité – au moins apparente –, avec les États-Unis.
- 10 Mais toute idéologie, qui n'est pas ou plus portée par un élan attirant sans cesse vers elle de nouveaux adeptes, se pétrifie et détruit la légitimité de son porte-parole. Avec la mort de Staline (1953), le communisme soviétique n'est de plus en plus qu'un pur moyen de pouvoir, manipulé par une nomenklatura vieillissante, installée dans ses privilèges. En 1949, la victoire de Mao Zedong en Chine fait émerger un deuxième colosse rouge, rival convaincu lui aussi d'incarner le vrai communisme.
- 11 À partir de la fin des années 1960, le rêve communiste – identifié au système concentrationnaire soviétique (Goulag) –, fait eau de toutes parts, l'URSS n'est plus qu'un monstre médiocre et surarmé. En 1989-1991, le monde communiste s'écroule, l'URSS est dissoute. L'idéologie communiste est morte d'avoir ignoré la nature humaine, le désir de propriété. L'URSS, voulant, telle la grenouille de la fable, se faire aussi grosse que le bœuf américain, a éclaté. Restent la Russie et de nouveaux États indépendants : Ukraine, Belarus... En ce début de XXI^e siècle, la Russie de Vladimir Poutine paraît jouer avec l'idée d'une nouvelle mission impériale, apportant une nouvelle justification à son emprise sur l'immensité ex-soviétique (Ukraine, Caucase, Asie centrale). Pas de géopolitique sans axe idéologique ! Mais la Russie impériale n'est plus qu'une caricature d'elle-même (Tchéchénie, où l'armée russe tient par une terreur barbare). Trop d'échecs, une

population en mauvaise santé et déclinante rendent très improbable, après les tsars, après l'URSS, un troisième empire russe. Le rêve géopolitique russe se décompose.

- 12 Près de deux siècles avant l'URSS, à la fin du XVIII^e siècle, les États-Unis naissent, eux aussi, comme le laboratoire d'une utopie, celle de la démocratie. Sur une terre déclarée vierge (pauvres Indiens !), des colons d'origine principalement britannique mettent sur pied un pacte social débarrassé des héritages de l'histoire. Cette expérience idéologique bénéficie d'un environnement géopolitique précis : les États-Unis sont une sorte d'île, abritée par deux vastes océans. Pourtant, très tôt, les États-Unis, d'abord parce qu'ils vivent du commerce, ensuite parce que leur régime politique – la démocratie –, déstabilise les monarchies européennes, découvrent la précarité ou les limites de leur insularité. Pour que les États-Unis se sentent vraiment en paix, deux conditions sont indispensables : des mers libres et sûres, garantissant la fluidité des échanges ; des États démocratiques, partageant les mêmes valeurs que les États-Unis. Ainsi les États-Unis prennent-ils appui sur leurs victoires dans les trois grands conflits du XX^e siècle (guerres mondiales, guerre froide) pour diffuser la démocratie partout où ils le peuvent : promotion de la Société des nations (SDN) puis de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ; enracinement de la démocratie en Europe, au Japon...
- 13 Alors surgissent les questions à un million de dollars, posées avec acuité, en ces années 2000, par les impasses du Grand Moyen-Orient (Palestine, Irak, Pakistan) : la mondialisation du capitalisme marchand et de la démocratie promet-elle automatiquement la paix, la célèbre « fin de l'histoire » ? Cette mondialisation abolit-elle les rivalités de puissance ? La géopolitique, loin de disparaître, revient en force. Pour le moment, la démocratie s'édifie d'abord au sein d'États (États-Unis, France, Chine...) ; or, pour vivre, la démocratie a besoin d'un peuple ayant une conscience collective forte, en clair des sentiments patriotiques ou même nationalistes. Comme le confirment les États-Unis depuis leur naissance, une démocratie, si elle se sent menacée (à tort ou à raison), devient agressive (ainsi, en 2003, les États-Unis envahissant l'Irak de Saddam Hussein pour détruire ses armes – imaginaires –, de destruction massive). Même si tous les États se transforment en démocraties, ils resteront des États, avec leurs intérêts, leurs appétits et leurs peurs ; et ces États seront toujours de taille, de richesse, de force inégales, avec, par conséquent, des rapports plus ou moins équilibrés ou déséquilibrés.
- 14 La démocratie n'efface pas la géopolitique ! Les États-Unis le savent, puisque, depuis la fin de la première guerre mondiale, ils sont le grand initiateur d'une organisation démocratique internationale de la planète, coiffant et disciplinant les États (SDN puis ONU, toutes deux conçues par les États-Unis). Cette fois-ci, voici la géopolitique dépassée, encadrée, domptée ! Peut-être. Mais les États-Unis, eux-mêmes, très fiers de leur « exceptionnalité », ne se résignent pas à n'être plus qu'un parmi d'autres : fureurs répétées contre l'« enfant » onusien, refus d'adhérer à la Cour pénale internationale (CPI).
- 15 Que conclure ? Les mouvements de fond de l'histoire sont fondamentalement provoqués par ce qui passe dans la tête des hommes (par exemple, invention de la nation au XVIII^e siècle, visions libérale et socialiste au XIX^e siècle...). Évidemment ces idées ne naissent pas par hasard, elles sont le produit de changements multiples (techniques, économiques, sociaux, culturels, politiques, moraux...). Ces idées tentent de donner un sens à ce qui résulte de dynamiques chaotiques articulées ensemble par l'esprit humain. En outre, ces idées, ces représentations, ces systèmes se cognent au « réel », au donné (géographie, héritages historiques, ressources plus ou moins limitées, structures politiques existantes). Et le « réel », la géopolitique, est – selon la formule de Lénine pour les faits –, « têtue » ; il

s'approprie ces idées, ces constructions (ainsi l'idée communiste mise au service des empires russe puis chinois). La science géopolitique ne peut être qu'une illusion dangereuse ; l'analyse géopolitique n'en est pas moins très éclairante.

BIBLIOGRAPHIE

Moreau Defarges P. *Introduction à la géopolitique*. Éditions du Seuil, coll. Points Essais, 2005.

Moreau Defarges P. *La géopolitique pour les nuls*. First Éditions, 2008.

RÉSUMÉS

Grande-Bretagne, États-Unis, Japon, Allemagne, Russie, France... Six puissances mènent le jeu sur la scène politique internationale. Philippe Moreau Defarges retrace le fabuleux destin de la géopolitique depuis son apparition en 1914 jusqu'à nos jours en illustrant les débats qu'elle a suscités par une évocation historique des grandes questions stratégiques planétaires.

The United Kingdom, the United States, Japan, Germany, Russia and France... six great powers dominating the international scene. Philippe Moreau Defarges tells the fabulous and tragic destiny of geopolitics since its emergence in the early XXth century up to the cold war. His article explores the main debates created by this discipline in the light of the major world rivalries of this era.

INDEX

Mots-clés : géopolitique, géographie, guerre, relations internationales, conflit

AUTEUR

PHILIPPE MOREAU DEFARGES

Philippe Moreau Defarges est ministre plénipotentiaire, chercheur et codirecteur du rapport RAMSES à l'Institut français des relations internationales (IFRI), enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po).